



Paris, le 08 juillet 2005

A l'attention de Monsieur le Président  
Région .....

## Objet : Région avec ou sans OGM

Monsieur le Président,

Agir pour l'Environnement, en partenariat avec une vingtaine d'associations et syndicats<sup>1</sup>, vient de lancer une campagne de mobilisation citoyenne intitulée « OGM : Empêcher une loi génétiquement modifiée ! » diffusée à plus de 170.000 exemplaires. Le Président de votre Région reçoit actuellement plusieurs centaines de cartes postales l'appelant à agir en faveur d'une réglementation contraignante encadrant la dissémination des OGM dans l'environnement.

En effet, nous sommes à la veille d'un débat parlementaire qui devrait fixer les règles de coexistence entre cultures OGM, conventionnelles et biologiques, transposant ainsi la directive européenne 2001/18. Il est à craindre que le Gouvernement s'attache notamment à fixer des seuils de contamination génétique, permettant de fait une coexistence laxiste et déresponsabilisante. Cette option signerait l'arrêt de mort de l'agriculture biologique qui ne pourrait plus garantir l'absence d'OGM, spécificité pourtant vitale.

Face à ce risque, nous faisons appel à votre responsabilité afin qu'en tant qu'acteur local essentiel, vous vous opposiez à cette dérive. Cette opposition constructive que nous appelons de nos vœux peut et doit être protéiforme.

D'une part, nous invitons les régions qui ne l'ont pas encore fait à signer la Charte de Florence des Régions européennes sans OGM. Cette dynamique des régions crée de fait un contre poids aux velléités de la Commission européenne de banaliser les importations et la culture des plantes transgéniques en Europe.

Ensuite, la meilleure façon de garantir une région sans OGM est de créer les conditions optimales d'un approvisionnement en semences et pour l'alimentation animale réellement exempt d'organismes génétiquement modifiés. En favorisant de telles filières tout en proscrivant explicitement tout recours à une alimentation génétiquement modifiée dans les contrats que vous signez avec certains fournisseurs, vous vous donneriez les moyens de récuser en amont de toutes décisions parlementaires ou gouvernementales l'option biotechnologique.

Enfin, les demandes persistantes de vos concitoyens en faveur d'un débat transparent et pluraliste sont restées, pour l'essentielle, lettre morte. L'omerta biotechnologique doit rencontrer des élus mobilisés aptes à écouter et entendre les revendications des citoyens en faveur d'une agriculture de qualité respectant l'environnement et s'inscrivant dans un territoire. La région que vous présidez peut être l'échelon territorial adapté pour mener une telle consultation, à l'instar du département du Gers ou de la Suisse qui consultera démocratiquement sa population en novembre prochain.

Espérant pouvoir compter sur votre collaboration et dans l'attente de vous rencontrer, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments distingués.

Stéphen KERCKHOVE,  
Délégué général

P.j. 1 : Document de la campagne « OGM : Empêcher une loi génétiquement modifiée ! »  
P.j. 2 : Copie de la Lettre ouverte envoyée aux parlementaires français

<sup>1</sup> Agir pour l'Environnement, Confédération paysanne, Greenpeace, Attac, Fédération Nationale de l'Agriculture Biologique, Indécos CGT, Biocoop, Nature et Progrès, MDRGF, Cohérence, les Amis de la Terre, Alternative Santé – L'Impatient, Association des Familles Laïques, OGMdangers, EKWO, Accueil Paysan, H-50, ObjectifBio2007, Syndicat d'Agriculture Biodynamique, Sud Rural, Ecoute nature